



**Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice,
« RRSSJ »**

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

BUREAU DE COORDINATION PROVINCIALE DU BANDUNDU

Tél. : 0998584088 – 0810204379 E-mails: bandundu@rrssj-rdc.org/aimeesperance_matungulu@yahoo.fr
Site web: <http://www.rrssj-rdc.org>

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU BANDUNDU
SEPTEMBRE 2014**

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

La situation sécuritaire de ce mois de septembre 2014 a été marquée par des cas d'insécurité, provoqués par des hommes en uniforme et en arme, opérant tard la nuit

- Ville de Kikwit, -11 septembre 2014, à 1 heure du matin : Monsieur Gracia WELE, 21 ans, sis avenue Sungu n°16, quartier Boji I, Commune de Kazamba, a été tué par des hommes en uniforme et armés, en fuite, après le forfait commis au n°14 de l'avenue Mayumbu où N°14, Quartier 30 juin Monsieur LEMBA Later et sa femme Bijou MASALAY ont été grièvement blessés à la bâillonnette.

Bandundu-ville:

- Plusieurs attaques des populations la nuit par les hommes non autrement identifiés, du côté de l'aérogare de Bandundu la nuit à partir de 19H00, les uns pensent aux prisonniers évadés le mois passé et les autres pensent aux Kuluna qui ont fui Kinshasa.
- La mort d'un enfant de 8 ans dans le quartier Bois Rouge sur l'avenue INZIA, se retrouvé ligoté et jeté dans un puits d'eau.
- Les fonds, destinés à la paie de salaire du mois d'août pour les enseignants des écoles de la sous-division de l'EPSP/Manzasay, située dans le Territoire de Bagata, ont été emportés par des -coupeurs de route, à l'issue d'un braquage. Monsieur TABUKU, Conseiller à la Coordination des écoles conventionnées catholiques du Diocèse de Kenge/Nord et chargé de paie des enseignants de cette sous-division, et son conducteur de moto sont tombés dans l'embuscade de ces bandits munis d'arme à feu, des machettes et postés entre les villages Bemu et Kimbanda, situés à une vingtaine de kilomètres de la ville de Bandundu,
- Bandundu-ville/Commune de Disasi, 22 septembre, aux premières heures du matin : Gaétan LUKOKI, la dizaine révolue et élève à l'école primaire est retrouvé sans vie, au fond de la poubelle de la parcelle sise n° 68 de l'avenue Bakali, les mains et les pieds ligotées,—Pour des raisons d'enquête, la Police Judiciaire a aussitôt procédé à l'arrestation des parents du défunt, des personnes des parcelles voisines et autres.

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

2.1. Actions menées par les acteurs étatiques [Assemblée Provinciale, Autorité civile locale, Commandement de la PNC et des FARDC...]

a) Gouvernement Provincial : Rencontre entre le Gouverneur de la ville et la Société Civile, dans le cadre de son contrôle citoyen. Préoccupation de Chef de l'exécutif provincial a profité de la tribune pour revenir sur les enquêtes en rapport avec les décès de deux policiers dans la ville de Bandundu.

A ce titre, il prévoit de rencontres entre les autorités policières,– militaires, les Députés Provinciaux et les acteurs locaux de la Société Civile en vue d'une séance de redevabilité sur cette question.

b) Réforme de la Police Nationale Congolaise

- ☞ Formation de 30 Officiers de Police Judiciaire sur axée sur la répression des infractions relatives aux violences faites à la femme, les techniques d'enquête et d'audition des victimes, des témoins et des suspects, la communication psychologique avec les victimes, la rédaction des procès-verbaux et la protection de l'enfant. *Pendant 30 jours, ces agents de la Police Nationale, venus de Districts de la ville de Bandundu, de Mai-Ndombe et du Kwilu vont renforcer leurs capacités sur la lutte contre les violences basées sur le Genre et la protection, grâce à l'appui de la Coopération allemande [GIZ].*

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques

1° Pour ce mois de septembre, une rencontre a eu lieu le-4 septembre entre les acteurs de la Société Civile et le Gouverneur de province ; dans le cadre du contrôle citoyen, les échanges ont tourné autour de suivi de recommandations issues de la Conférence de Développement de Bandundu [CODEBA]

Une brève restitution a été faite sur la consultation nationale sur l'implication de la Société Civile dans le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région.

Parmi les points faibles relevés, il y a lieu de souligner :

- la mise en place du cadre de concertation n'est pas suivie de rencontres entre différentes parties prenantes ;
- le déficit communicationnel entre les membres ;
- l'opérationnalité de textes signés sans succès ;
- la persistance des mauvaises conditions d'alimentation et de gestion des pensionnaires de la Prison du Cinquantenaire et ceux d'autres Territoires ;
- les conditions exigées par les écoles aux parents d'élèves concernant l'achat d'autres fournitures scolaire ;
- la tension/conflit entre les policiers et les militaires, etc.

2° Visite de travail de la Coordinatrice Provinciale du RRSSJ-Bandundu au Commissariat provincial pour discuter sur le choix du thème et de la date de « Dialogue pour l'action ».

3° Echange avec le nouveau Chargé de l'Information, Communication et Presse, le Commissaire supérieur adjoint Antoine KABUNDI, ex-Directeur des Etudes à la Police de Proximité de Kananga [Kasaï Occidental].



La Coordinatrice du RRSSJ-Bandundu [2^{ème} de droite à gauche], a pris part aux échanges sur l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, avec le Gouverneur de province et les acteurs de la Société Civile [Photo RRSSJ]



Interaction Police-Société Civile : le Commissaire Provincial de la PNC-Bandundu s'entretenant avec la Coordonnatrice Provinciale du RRSSJ [Photo RRSSJ]

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS

3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base

A. Réforme du secteur de sécurité

- ∞ Les policiers sont préoccupés par le fait qu'ils continuent d'être justiciables devant les juridictions alors que la réforme préconise une Police « civile, démilitarisée... » ;
- ∞ La population attend voir une réelle transformation dans les attitudes et comportements des policiers, eu égard aux différentes violations des droits de l'homme et l'insécurité dans la province du Bandundu, notamment à Bandundu-ville et à Kikwit.

B. Mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098

- ∞ La faible vulgarisation des engagements nationaux de l'Accord-cadre du 24 février 2013 au sein des institutions de la province.

3.2. Résultats obtenus au cours du mois

1. La projection – par le Gouverneur de province – d'une séance de redevabilité de la Police, en présence des Députés Provinciaux, des acteurs de la Société Civile et autres prestataires du secteur de sécurité.
2. Commémoration de la Journée Internationale de la Paix, le consortium COFERD-CANACU-CDH et CENADEP qui a organisé un atelier de trois jours, soit du 20 au 21 septembre sur la Résolution 1325 des Nations unies, en rapport avec les réalités de la province sur les conflits communautaires. L'objectif était d'éveiller l'attention des femmes sur leur rôle dans la consolidation de la paix et le renforcement de la sécurité dans la province du Bandundu.

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Enjeux

- 1) Transformation du policier [amélioration des conditions sociales et professionnelles, qualité de prestation, rapprochement avec la population...].
- 2) Effectivité et promotion de la notion de redevabilité, initiée par le Gouverneur de province.

4.2. Défis à relever au mois suivant

- 1) Plaidoyer en faveur de l'amélioration des conditions carcérales à Bandundu-ville et dans les Territoires de la province.
- 2) Tenue du « Dialogue pour l'action », en collaboration avec la PNC-Bandundu.
- 3) Vulgarisation de l'accord-cadre auprès des acteurs publics.

4.3. Les recommandations majeures

A l'Assemblée Provinciale :

- S'impliquer effectivement dans le processus de la réforme de la Police Nationale, dans la province du Bandundu.

A la Police Nationale :

- Mettre fin aux tracasseries tant déplorées par la population.
- S'abstenir de pourchasser les taxis-motos au niveau des agglomérations, au risque de provoquer des accidents au milieu de la population

A l'Armée :

- Renforcer la collaboration avec la Police Nationale.
- Promouvoir les relations civilo-militaires...

Aux partenaires d'appui :

- Faciliter les activités de la Société Civile, en rapport avec l'Accord-cadre, la réforme du secteur de sécurité, la lutte contre les violences basées sur le Genre...

Fait à Bandundu, le 30 septembre 2014

La Coordination Provinciale du RRSSJ-Bandundu